

**Arrêté préfectoral complémentaire
n° BE-2025-12-11 du **23 DEC. 2025**
modifiant l'arrêté n° 961828 du 27 novembre 1996
portant sur le transfert au bénéfice
de la SASU LES CARRIÈRES DES CLAUDS EN PÉRIGORD
de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire
située Le Claud de Peyrissou – 24320 LA TOUR-BLANCHE-CERCLES**

**La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement et sa partie réglementaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 961828 du 27 novembre 1996 autorisant la société Claude JOUBERT à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sise Le Claud de Peyrissou sur le territoire de la commune de LA TOUR-BLANCHE-CERCLES ;

Vu l'arrêté préfectoral n° BE-2018-06-05 du 4 juillet 2018 portant sur le transfert au bénéfice de la société SAS LEFORSAS de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de calcaire susvisée ;

Vu la demande du 3 novembre 2025 présentée par la SASU LES CARRIÈRES DES CLAUDS EN PÉRIGORD, dont le siège social est situé 913 route des Etangs – 24320 LA TOUR-BLANCHE-CERCLES, représentée par M. Philippe LEVEQUE, son président, sollicitant le transfert à son bénéfice de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de calcaire susvisée, en lieu et place de la SAS LEFORSAS ;

Vu le rapport et les propositions du 17 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la demande de changement d'exploitant doit être instruite selon les modalités prévues aux articles R.516-1 et R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la SASU LES CARRIÈRES DES CLAUDS EN PÉRIGORD dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour la reprise de l'exploitation de la carrière susvisée ;

Considérant que la notification d'un arrêté préfectoral actant du changement d'exploitant d'une carrière ne nécessite pas la consultation préalable de la commission départementale de la nature, de paysages et des sites dans sa formation spécialisée des carrières ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1 – OBJET

La SASU LES CARRIÈRES DES CLAUDS EN PÉRIGORD dont le siège social se situe 913 Route des Étangs – 24320 LA TOUR-BLANCHE-CERCLES, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sise Le Claud de Peyrissou sur le territoire de la commune de LA TOUR-BLANCHE-CERCLES, précédemment autorisée au bénéfice de SAS LEFORSAS.

Toutes les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1996 sont transférées au nouvel exploitant.

Article 2 – GARANTIES FINANCIÈRES

La SASU LES CARRIÈRES DES CLAUDS EN PÉRIGORD fournit aux services préfectoraux dans les 15 jours suivant la notification du présent arrêté, l'original d'un acte de cautionnement solidaire conforme à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé attestant la constitution des garanties financières.

Article 3 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA TOUR-BLANCHE-CERCLES et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Dordogne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 Bordeaux Cedex :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».


Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (la préfète de la Dordogne) et au bénéficiaire de la décision (la SASU LES CARRIÈRES DES CLAUDS EN PÉRIGORD), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 5 – NOTIFICATION ET EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne de la DREAL N-A et le maire de LA TOUR-BLANCHE-CERCLES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à la SASU LES CARRIÈRES DES CLAUDS EN PÉRIGORD .

Périgueux, le **23 DEC. 2025**

La préfète,

 Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général


Bertrand DUCROS